Jean-Pierre Chevènement : « Construire un p entre l'islam et la République »

Désigné pour présider la Fondation pour l'islam de France, l'ancien ministre estime ce projet nécessaire afin de faire émerger un « islam républicain » pour lutter contre les préjugés et le communautarisme

Par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

L'islam de France m'a toujours paru être une grande cause nationale. Avec 4,1 millions de fidèles, selon l'Institut national d'études démographiques (INED), il constitue la deuxième religion de France. Certes, tous les immigrés d'origine maghrébine, africaine ou turque, et pour la plupart de nationalité française, ne sont pas musulmans, mais ils le sont majoritairement.

Ils ont le droit de pratiquer leur culte. C'est pour favoriser leur intégration qu'en 1999 j'ai lancé une consultation réunissant les grandes sensibilités de l'islam présentes en France. Cette consultation a permis d'élaborer une déclaration de principes afin de préciser les rapports entre les pouvoirs publics et le culte musulman. Les principes républicains ont été rappelés sans exclusive et le recensement a été fait de tout ce qu'ils permettaient. C'est sur cette base qu'a pu être créé en 2003 le Conseil français du culte musulman, Jacques Chirac étant président de la République et Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur. J'ai moi-même approuvé cette création dont le bilan est souvent excessivement décrié, mais qui a l'immense mérite d'exister et qui a condamné fermement et publiquement les attentats terroristes en novembre 2015 par une déclaration lue dans toutes les mosquées de France.

Le ministre de l'intérieur d'aujourd'hui, Bernard Cazeneuve, dont j'apprécie la maîtrise qu'il a à la fois de ses dossiers et de sa parole, a souhaité relancer le processus initié il y a bientôt dix-sept ans, en créant une instance de dialogue permanente et en relançant la Fondation pour les œuvres de l'islam de France créée en 2005 par Dominique de Villepin, afin de surmonter les blocages qui l'avaient empêchée jusqu'à maintenant de fonctionner. Il m'a pressenti pour en prendre la présidence. Que s'agit-il de faire ?

« À L'OBSCURANTISME, IL FAUT RÉPONDRE PAR LE COMBAT DES LUMIÈRES AUQUEL TOUS SONT CONVIÉS, MUSULMANS OU NON »

Tout simplement aider à l'émergence d'un islam de France qui soit un islam républicain, autonome aussi bien dans ses financements que dans sa démarche. Religion minoritaire en France, l'islam a tout à gagner à la laïcité. Celle-ci n'est dirigée contre aucune religion et permet l'épanouissement de la spiritualité, en dehors de l'espace public de débat, commun à tous les citoyens. Dans cet espace commun, chacun est invité à faire prévaloir sa raison dans la recherche du meilleur intérêt général plutôt que dans l'affirmation de sa foi où, bien sûr, il peut très bien trouver la source de ses motivations. L'affirmation du sens de la laïcité ne doit pas être confondue avec le problème des mœurs et de l'intégration à la société française, évidemment souhaitable, alors que le terrorisme djihadiste ne se cache pas de vouloir en exploiter les faiblesses et les fractures.

COMBAT D'IDÉES

C'est un défi de civilisation : il faut que chacun trouve en lui la force de ne pas se laisser entraîner dans des surenchères dangereuses que la canicule d'août 2016 n'excuse pas. A l'obscurantisme, il faut répondre, plutôt que par la réglementation, par le combat des Lumières auquel tous sont conviés, musulmans ou non. L'islam de France et la démocratie sont parfaitement compatibles, dès lors que nos concitoyens musulmans acceptent d'entrer, comme ils le font de plus en plus, dans le débat républicain sanctionné par le suffrage universel.

Un troisième argument, souvent avancé pour refuser tout débat avec l'islam, est l'égalité hommes-femmes. C'est oublier que celle-ci a été historiquement une conquête, non seulement contre l'Eglise mais aussi sous la IIIe République contre la gauche républicaine elle-même, qui n'a accepté le vote des femmes qu'en 1945, quand le général de Gaulle le lui a imposé. Toutes les sensibilités de l'islam ont accepté, formellement au moins, ce principe d'égalité hommes-femmes. Ce combat doit être mené mais il n'y a pas lieu de l'hystériser. C'est un combat d'idées que nous gagnerons.

Le regain du fondamentalisme religieux en terre d'islam est un fait avéré depuis 1979. L'Occident d'ailleurs n'y a pas peu contribué. Il devrait faire son examen de conscience. Bien sûr, il y a aussi des causes endogènes. Mais ce regain du fondamentalisme religieux est-il irréversible ? Le sort de l'esprit de réforme (la *Nahda*) est-il définitivement scellé ? Je n'en crois rien. On peut constater une très forte résistance à l'islamisme radical et même à l'islamisme politique dans presque toutes les sociétés musulmanes et notamment arabes (cf. la Tunisie). Ce qui se passe dans notre pays n'est évidemment pas sans rapport avec les conflits qui agitent le monde musulman.

Bien sûr, l'émergence d'un islam de France n'est qu'une réponse très partielle à ce défi de l'obscurantisme. Elle dépend d'abord des musulmans eux-mêmes, mais c'est leur intérêt car leur avenir est en France et pas ailleurs, et c'est aussi l'intérêt de la France qui doit associer tous ses citoyens à un projet de refondation républicaine encore à construire. L'émergence d'un islam de France est une affaire de longue haleine mais qui répond tellement à l'intérêt national qu'elle devrait rassembler la droite et la gauche.

Le dispositif retenu est simple. C'est un tripode. Une fondation reconnue d'utilité publique aidera aux projets éducatifs, culturels et sociaux. Elle n'aura donc pas d'activités proprement cultuelles. Mais il y a tant à faire pour faire comprendre aux Français ce qu'est l'islam et ce qu'est la République française aux musulmans, comme d'ailleurs à beaucoup d'autres Français. La fondation pourra aider à la formation juridique, civique et, le cas échéant, linguistique des imams. Elle cherchera par priorité le dialogue avec la jeunesse et favorisera notamment la recherche en islamologie.

A côté de cette fondation dont l'objet est profane, une association cultuelle de la loi de 1905 aidera au financement des lieux de culte et à la formation religieuse des imams. Celle-ci est assurée pour trois cents d'entre eux dans le cadre d'accords négociés avec l'Algérie, le Maroc et la Turquie. L'objectif est de faire en sorte que, progressivement, cette formation religieuse puisse être assurée en France.

Le troisième pied du tripode sera constitué par un ou deux instituts d'islamologie. Les futurs imams seront astreints à suivre leur enseignement, la qualité d'imam devant être reconnue par le Conseil français du culte musulman.

POLINE HARBALI

« LA FOND POURRA À À LA FORM JURIDIQUE, ET, LE CAS É LINGUIST DES IMA

Le financemen suré par des fon çais. L'Etat y cor profane. Pour ce gieuse, il faudra France même, d C'est possible d respectent les c 1905. Le ministre une redevance s large consensus.

UN CHEMIN ARD

Cette nouvelle ment dans un pr et qui est par na gue haleine. Ce mation d'une vo la mise en place qui portera ses faut favoriser sa tions nécessaire sulmans d'abor de l'Etat. Elle r pays. Le chemin pas d'autre. L'eng requis dans cett laquelle le pays d en effet, d'autre de religion ne s ment. Les enner République veu dans la guerre c sez sots pour les

L'étape qu'a s neuve en appel faut se préparer veux maintenar quiètent à tort o publicain laïc ex dont j'ai accepté la Fondation po de France. Il était ques, d'esprit co ment. Mais cette clusivement édu nullement cultu la République et responsabilité, saurait être exe teint, qu'à titre t

¶

Jean-Pierre Che
ancien ministre d

L'Etat n'a pas à réformer l'« islam de France »

La France n'a pas à dicter aux musulmans la façon de s'organiser, d'autant qu'ils ne sont pas représentés aux postes-clés des institutions les concernant

Par MARWAN MUHAMMAD

La volonté de *« réformer l'islam de France »* n'est pas de génération spontanée. Elle revient par intermittence, à chaque acte terroriste ou polémique qu'on chercherait à rattacher aux musulmans. Ces débats donnent lieu à des paradoxes presque indépassables ; certains responsables politiques s'empressent de dire : *« Surtout pas d'amalgame entre musulmans et terroristes »*, mais la première chose qu'ils demandent, c'est de *« réformer l'islam de France »*.

Les mêmes qui parlent de laïcité à longueur d'année la piétinent allègrement dès lors qu'il s'agit de dicter aux musulmans la manière d'organiser leur culte. Reconstruire, refonder, réformer... autant de mots bien ambitieux pour des responsables politiques incapables eux-mêmes de repenser leur manière de gouverner, portant notre peuple vers un rejet inédit des institutions dont ils ont la charge.

On aurait cru que tant d'échecs sur les sujets qui comptent, du chômage à la sécurité en passant par l'éducation, auraient amené notre gouvernement à un peu plus de modestie, mais c'est sans compter sur l'intérêt presque amoureux que Manuel Valls porte aux musulmans, notamment aux femmes dont le foulard demeure, pour lui, *« un combat essentiel pour la République »*. Car si Manuel Valls veut aujourd'hui faire un 49.3 sur l'islam de France, c'est que sa pratique politique est définie par un rapport de force et un clivage permanents.

Parler de *« réforme de l'islam de France »* à chaque acte terroriste, c'est faire porter aux musulmans la responsabilité de *ses* échecs sur le plan de la sécurité. Passons sur le fait de rendre l'islam exotique, en prétendant lui trouver une *« adaptation »* française : il n'y a pas, à proprement parler, d'islam de France. Il y a l'islam, en tant que religion et spiritualité. Puis il y a les musulmans, dans toute leur diversité, avec autant de manières de s'approprier (ou non) leur foi et leur citoyenneté qu'il existe d'individus.

Ce sont deux dimensions différentes et complémentaires de l'identité. Dans les faits, nous n'avons pas à choisir entre être musulmans et être français : nous sommes tout simplement les deux. Les musulmans n'ont besoin ni de sympathie ni de droits supplémentaires ou de privilèges de la part du gouvernement. Tout juste le droit à l'indifférence, comme n'importe quel citoyen, libre de s'organiser comme bon leur semble.

INJONCTION ET CONTRÔLE

Cette façon qu'ont certains d'expliquer aux musulmans les *« conditions »* pour être tolérés est très caractéristique d'un rapport historique à l'islam. Depuis le temps des colonies, les deux piliers de la relation du pouvoir français avec les musulmans sont les mêmes, basés sur l'injonction et le contrôle. Injonction quand, d'une manière ou d'une autre, on veut dicter aux musulmans la manière de s'organiser, de pratiquer leur culte, de s'habiller. Contrôle, car, quoi que les musulmans fassent, ils restent perçus comme une menace pour certains et doivent être surveillés, invités en permanence à donner des gages de leur innocence.

En 2016, on ne sort pas de cette relation verticale quand les institutions dites représentatives des musulmans restent sous le contrôle et l'injonction rapprochée du gouvernement, tandis qu'on parachute, aux postes-clés de l'islam de France, des personnes qui n'ont rien à voir avec la réalité quotidienne que vivent les musulmans. C'est une double insulte qui, dans le même temps, confisque la parole des premiers intéressés, tout en supposant qu'il n'existe pas, parmi eux, des femmes et des hommes suffisamment compétents pour occuper de telles responsabilités.

Et si le gouvernement veut enfin faire œuvre utile sur ce sujet, qu'il accueille et facilite une grande consultation de la société civile, en permettant l'émergence de la parole des seuls concernés dans l'organisation de leur culte : les musulmans de notre pays. Ce rapport aux musulmans, bloqué dans un autre temps, est en décalage majeur avec la réalité sociologique de notre pays. Au fracture identitair vivent ensemble construisent ense

Les polémiques tons sont ainsi ré profond, car ce q de l'islam ne dit e mans, mais racon sion, pour notre Leur constance problème musuln rité : ils n'ont tout jet pour notre pe locales nous mon drame de Saint-Et des personnes d qui œuvrent ense mun, dans le res rences, à travers et l'implication d temps de les éco avancer ensemble

¶

Marwan Muhamm
exécutif du Collecti phobie en France